

Article 31 du Règlement

sa cause, qui est d'affaiblir le projet de loi. Il tient le comité en otage.

[Traduction]

Monsieur le Président, le whip conservateur a pris en otage le comité sur le contrôle des armes à feu. La ministre va perdre son projet de loi, alors que la majorité des Canadiens veulent un contrôle efficace des armes. La ministre et le premier ministre feraient mieux de se réveiller et de rappeler le whip à l'ordre.

* * *

[Français]

LE PEUPLE HAÏTIEN

Mme Nicole Roy-Arcelin (Ahuntsic): Monsieur le Président, le 7 février dernier, le peuple haïtien célébrait dans la joie l'accession à la présidence du père Jean-Bertrand Aristide qu'il avait élu avec 70 p. 100 des votes. Avec lui, après une succession de plusieurs gouvernements dictatoriaux, s'installait enfin un régime de droit qui allait mener Haïti vers la démocratie. Sept mois se sont écoulés pendant lesquels le peuple haïtien a pu goûter aux fruits de la liberté et de la justice sociale. Et voilà que, monsieur le Président, des militaires ont rompu l'ordre constitutionnel en réalisant un coup d'État et en renversant le premier gouvernement légitimement élu de ce pays depuis 1804.

Comme amie du peuple haïtien, je tiens à élever la plus ferme protestation contre ce coup d'État qui risque de jeter le pays dans le chaos le plus complet. Je félicite mon gouvernement d'avoir, dès les premiers instants, condamné énergiquement ce coup de force qui ne pourra apporter que des larmes et des pleurs à ce peuple digne et courageux.

* * *

LA JOURNÉE INTERNATIONALE DES AÎNÉS

Mme Gabrielle Bertrand (Brome—Missisquoi): Monsieur le Président, l'Assemblée générale des Nations Unies a décrété le 1^{er} octobre la Journée internationale des aînés. Cela donne aux Canadiens et aux autres nations du monde l'occasion de reconnaître la possibilité de réfléchir sur la contribution réelle et potentielle des aînés à leur société. Cela permet aussi de prendre conscience d'un phénomène démographique évident: le vieillissement des populations.

En nommant un ministre d'État pour le troisième âge, en 1987, et en lançant en 1988 un programme de stratégie relative aux aînés, ce gouvernement a donné des exemples concrets de sa volonté de répondre aux besoins et aux préoccupations des aînés canadiens.

[Traduction]

J'aimerais que vous, monsieur le Président, et tous mes collègues à la Chambre vous joigniez à moi pour souhaiter à tous les aînés du pays une très heureuse fête.

* * *

LE CHÔMAGE

Mme Catherine Callbeck (Malpègue): Monsieur le Président, la semaine dernière, le Conference Board du Canada prévoyait que le taux de chômage dans tout le Canada resterait supérieur à 10 p. 100 pour le reste de l'année 1991 et l'année prochaine également. Cet organisme annonce qu'il sera difficile de trouver un emploi au cours de l'année qui vient.

Dans ma province, l'Île-du-Prince-Édouard, où le taux de chômage est plus près de 16 p. 100, il est impossible, pour certains, de trouver un emploi. L'avenir des habitants n'est pas rose. Certaines petites entreprises ne peuvent pas faire leurs paiements bancaires. Des agriculteurs risquent la faillite. En fait, Statistique Canada a rapporté dernièrement une augmentation de 14 p. 100 du nombre de faillites dans la région de l'Atlantique, pour le mois d'août. Les politiques économiques de ce gouvernement sont à l'origine de cette situation. Les effets des taux d'intérêt élevés, des impôts élevés et du dollar élevé se conjugent pour faire de 1991 l'une des pires années que les insulaires aient connues.

Je demande au gouvernement de mettre de l'avant une politique économique qui puisse engendrer la prospérité attendue depuis si longtemps. Les Canadiens de l'Atlantique attendent.

* * *

LES DROITS DE L'ENFANT

M. Jim Karpoff (Surrey—Nord): Monsieur le Président, à la demande du conseil scolaire de Vancouver, l'ombudsman de la Colombie-Britannique a commencé une enquête pour savoir si les droits des enfants, en particulier le droit à l'enseignement, sont violés parce qu'ils ont faim.

Les conseils scolaires de Vancouver, de Victoria, de Burnaby et de Surrey sont obligés de nourrir les enfants qui ont le ventre vide, sans que le gouvernement provincial de Colombie-Britannique fournisse l'aide promise.

La demande d'enquête cite plusieurs articles de la Convention des Nations Unies sur les droits de l'enfant, notamment le paragraphe 27.1 qui déclare que tous les enfants ont droit à un niveau de vie propice à leur développement physique, mental, spirituel, moral et social.